



La Feuille Verte

Novembre 2011 / N° 172 / 1,70 €

PAS SANS NOUS !

La campagne entre dans une nouvelle phase. Cette séquence présidentielle - législatives, surtout dans cet ordre, n'a jamais été favorable aux écologistes. Nous devons pourtant, portés par la candidature d'Eva Joly, être au rendez-vous et ne négliger ni l'une ni l'autre de ces élections.

La primaire du PS a montré l'intense envie de changement des Français. Elle a également montré qu'au moins dans les discours, nous semblions incontournables pour les socialistes. Jamais aucun candidat socialiste n'avait autant vanté les mérites des écologistes ni sa proximité idéologique avec eux. Pourtant, le lendemain de son élection, François Hollande déclarait sur TF1 être favorable à un accord avec EÉLV car, dit-il, « *je suis pour que nous prenions en compte les questions d'environnement* ». Vous avez bien lu : les questions d'environnement, et rien d'autre ! Malhonnêteté intellectuelle ou vraie ignorance de l'écologie politique ? Je pencherais malheureusement pour la première solution tant la tentation est toujours aussi grande chez nos partenaires de gauche de nous remiser dans un coin, comme sous-traitants des questions environnementales.

Pourtant, il n'y aura pas de victoire de la gauche sans les écologistes. Le triste exemple des sénatoriales du Jura est là pour nous le rappeler une nouvelle fois, mais EÉLV (pas plus que le Front de gauche, d'ailleurs) ne pourra être loyal et unitaire pour deux. *La Lettre à François*, de Michel Boutanquoi, que vous lirez dans ce numéro, exprime de la meilleure façon nos attentes électorales.

Il est désormais totalement inenvisageable que les législatives prochaines ne voient pas l'élection d'au moins un député EÉLV en Franche-Comté et ne permettent pas la juste représentation de notre force sur le territoire régional. L'accord national en cours de négociation depuis de longs mois et qui doit être conclu au plus vite va pour le moment dans ce (bon) sens.

Mais, chers partenaires, gare aux reniements !

François Mandil



édito

BESANÇON CTC
Dispense de timbrage.



CHER FRANÇOIS

Ainsi, les électeurs de la primaire socialiste (ni de gauche, ni citoyenne) t'ont désigné pour être le candidat du PS à l'élection présidentielle de 2012. Remarquons au passage qu'à l'inverse de ce qui s'est passé chez EÉLV, ils n'ont pu se défaire de la logique des sondages et d'un choix masculin... Cela posé, il existe de fortes probabilités pour que tu sois, en fin de compte, le candidat opposé au président sortant lors du second tour.

Je m'en voudrais de ne pas être clair dès à présent sur ce que sera mon attitude le moment venu.

Le prénom que tu portes ne manque pas de solliciter un fond de mémoire d'où surgissent à la fois des images d'allégresse et une abyssale déception. Un autre François, en 1981, nous avait donné foi dans l'idée du changement après tant d'années d'un pouvoir de droite. Remercions-le au moins pour ce moment magique, et en même temps extravagant, d'une remontée vers la Bastille, d'une masse conspuant Giscard et Elkabach sous le regard effaré de quelques égarés qui semblaient vouloir fuir Paris, persuadés de l'arrivée imminente des chars russes. Sans vouloir minimiser certains avancées, il ne reste pourtant guère de ce temps que la potion amère du reniement d'un homme qui épousa la Ve République, ses ors et surtout ses ombres, après l'avoir mordue avec rage d'une critique sans lendemain.

Plus tard sont venues les années Jospin - l'héritier rebelle -, celles de la gauche plurielle : autres promesses et autres renoncements. Le PS avait cédé sur Superphénix et le Grand Canal, mais il laissa dans le formol sa promesse d'instaurer la proportionnelle, jusqu'à s'y assoupir lui-même et à faire d'un jour de mai un jour de honte. Déjà, tu étais à la manœuvre en tant que Premier Secrétaire.

Sous ta direction, on en viendra à se demander si le PS incarne encore quelque chose de la gauche. Sous ta direction, les relations avec les Verts resteront des liens de vassalité. Sous ta direction, le PS apparaîtra pour ce qu'il est encore aujourd'hui, un parti de notables et de caciques, secoué parfois par de plus ou moins jeunes blancs-becs qui s'avachissent ensuite dans les fauteuils de la notoriété, l'insolence suspendue au portemanteau des vanités.

Nous les voyons à l'œuvre lorsqu'ils s'efforcent de minimiser, sinon de dénigrer, le travail de fond mené par les écologistes depuis près de 40 ans. Nous les voyons à l'œuvre lorsqu'ils affichent leur mépris pour les accords locaux (par exemple dans le Doubs, aux cantonales) ou nationaux (comme dans le Jura, aux sénatoriales). Nous les voyons à l'œuvre lorsqu'ils affirment la nécessité de lutter contre les paradis fiscaux et que, soudain effrayés

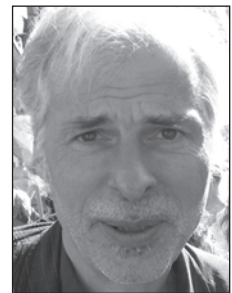
par leur propre audace, ils reculent devant un vote qui les engagerait réellement - comme à Besançon (1).

Ce passif que tu incarnes n'est pas de nature à inspirer une quelconque confiance, encore moins une adhésion. Et pourtant, en mai prochain, il faudra bien se prononcer. Je l'exprime sans ambages : après cinq ans de sarkozysme, de régressions sociales, d'arrogance et d'indignité, je choisirai - sans illusion - le Flanby (2) plutôt que le pain dur.

Mais la présidentielle n'est pas tout. Pour gouverner, il faut une majorité. En 1988, Mitterrand fut réélu, et bien réélu, contre l'agité Chirac qui, pendant deux ans, nous avait donné à voir l'étendue de ses talents. Malgré cela, signe sans doute d'une certaine défiance, il n'obtint ensuite qu'une majorité relative aux législatives. Autrement dit, n'oublie pas qu'il y a deux élections, ou quatre tours de scrutin.

Je l'affirme avec une certaine solennité : sans accord politique sérieux et sincère, conclu avant la présidentielle, qui porte à la fois sur des contenus et une représentation juste des écologistes, sans respect réel de cet accord sur le terrain, je militerai pour la présence de candidats EÉLV dans toutes les circonscriptions, pour le maintien des candidats EÉLV au second tour et, dans les cas où cela se révélera impossible, pour le refus de tout appel à voter socialiste. Une majorité de se décrète pas, elle se construit. Le rêve d'une vague rose relève probablement de la chimère tant l'expérience socialiste au pouvoir a fait naître de la méfiance ou, pour le moins, de la circonspection. Nous ne sommes plus en 81. Dans l'immédiat, permet-moi de laisser désormais de côté les joutes socialistes : j'ai une candidate à soutenir (3) !

Cordialement,
Michel Boutanquoi



(1) Les socialistes bisontins ont refusé de voter une motion, présentée en Conseil municipal par EÉLV et les Alternatifs, qui comportait ce passage : « C'est pourquoi, à l'instar d'autres collectivités territoriales, la ville de Besançon affirme sa volonté de participer à l'instauration de règles de transparence et d'éthique dans ses relations futures avec ses partenaires bancaires et financiers. »

(2) Délicat surnom attribué par... Montebourg ! Il y a aussi Fraise des bois, qui serait une trouvaille de Fabius.

(3) D'aucuns pourront s'étonner de cette conclusion en se remémorant un article ("Un-e candidat-e pour quoi faire ?", n° 167, mai 2011) où j'exprimais mon peu d'enthousiasme pour une candidature écologiste. Je n'en suis pas moins respectueux des décisions démocratiques du parti auquel j'adhère. La décision étant prise, notre intérêt est bien qu'Eva Joly fasse le meilleure score possible.

NOTRE FORCE POUR L'AVENIR

Nul ne peut hélas ignorer que la conjoncture économique actuelle n'est pas des plus favorables, comme en témoignent les chiffres de l'INSEE : plus de 13 % de la population française vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté et ce chiffre atteint plus de 20 % pour les jeunes âgés de 16 à 25 ans. D'autres études et analyses vont dans le même sens, comme celles de l'OCDE, de l'ODI, de l'INED (1), qui sont consacrées à la problématique des jeunes.

Ces constats doivent nous interpeller et nous inciter à réfléchir pour aboutir à des solutions concrètes afin que les jeunes en situation précaire retrouvent leur dignité et s'intègrent à part entière dans notre société.

Nous vivons actuellement un événement majeur de notre démocratie, qui sera décisif pour les années à venir : l'élection présidentielle. Les débats politiques qui vont suivre doivent être pour nous une occasion d'élaborer et mettre en place nos propositions pour les jeunes.

Le ralentissement économique et la succession des crises affectent durement les perspectives d'emploi. Les jeunes sont les premiers touchés et leurs espoirs s'ameublissent. Leur colère devient planétaire, comme en témoigne le mouvement des Indignés. Cela montre bien la profondeur de leur détresse et nous incite à être plus vigilants et à ne pas reproduire les erreurs et les propositions du passé.

L'insertion des jeunes doit être au centre de nos préoccupations car ce sont eux qui constituent l'avenir de notre pays. Elle doit intégrer les fondamentaux sur lesquels se base notre société : l'éducation, le logement, la santé et l'emploi, qui doivent être les garants d'une insertion réussie, à condition que celle-ci soit accompagnée pour les aider à bâtir leurs projets. Elle ne doit pas délaisser non plus ceux qui se sont éloignés du système éducatif : un accompagnement spécifique, par des référents polyvalents, permettra de pallier leurs difficultés.

La prévention et le dialogue doivent être privilégiés et faire partie de nos propositions. Une orientation vers les nouveaux métiers en relation avec le développement durable et la transition écologique est l'une des pistes prometteuses. Une lutte contre la mauvaise alimentation, une aide pour le logement et la santé, une réconciliation avec les institutions, tous ces éléments doivent être pris en compte dans un vrai plan pour les jeunes.

Nous devons également lutter, en même temps, contre

les discriminations de toutes sortes car on assiste depuis plusieurs années à la précarisation des jeunes, en particulier ceux des quartiers difficiles, qui subissent plus que d'autres les effets de l'accroissement du chômage. L'accès à un emploi stable, et de droit, est la clé qui leur permettra de construire leur avenir et d'accéder à l'autonomie et l'équité sociale.

Les jeunes constituent une force pour l'avenir du pays. Il faut non seulement les écouter, les accompagner, mais aussi et surtout leur permettre de devenir des acteurs à part entière du changement qui se prépare. Plus que jamais, un plan de lutte contre la précarité des jeunes doit être mis en place.

Nous devons redoubler de vigilance envers les jeunes pour qu'ils ne soient pas exclus de cette société, car l'exclusion englobe aussi l'incapacité d'exercer pleinement ses droits sociaux, ses droits économiques et, plus grave encore, le droit à la citoyenneté.

Nozhat Mountassir



(1) OCDE : Organisation de Coopération et de Développement économique
ODI : Observatoire des Inégalités
INED : Institut national d'Études démographiques

L'ESPOIR EST NÉ!



Dessin de Charb reproduit avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo

PLUS DE VERT(S) DANS LES DEUX CHAMBRES ?

Quand vous lirez ces lignes, les élections législatives se seront déroulées outre-Jura et nos voisins suisses auront élu leurs 200 députés du Conseil national et leurs 46 sénateurs du Conseil des États. À l'heure où j'écris, tout fait craindre une nouvelle poussée de l'extrême droite, mais il n'est pas non plus exagérément optimiste d'attendre une nouvelle progression des Verts. Voici ce qu'on peut lire sur leur site (www.verts.ch), à quelques jours du scrutin. En prime, quelques-uns de leurs « visuels » - de ceux qui, chaque fois que nous les voyons, nous font baver d'une admiration un brin jalouse...

G.R.

Dimanche prochain, les jeux seront faits : l'heure du décompte des bulletins de vote aura sonné. Mais seule, probablement, la moitié du peuple électeur en aura fait usage, alors qu'on lui demande rien moins que... de choisir quelle direction la Suisse doit prendre pour les quatre prochaines années ! [...]

Pour une Suisse écologique et sociale, prenez la liste Verte de votre canton et transmettez-le inchangée. Si vous souhaitez la panacher, ajoutez des candidates ou

des candidats des listes des Jeunes Verts. Car : Savez-vous que la sortie du nucléaire est loin d'être décidée ? La loi régissant sa mise en œuvre devra d'abord être approuvée par le Parlement en 2012 : le résultat de ces élections sera donc déterminant ! Savez-vous que la réorientation de la politique énergétique créerait plus de 100 000 nouveaux emplois ? Savez-vous que les inégalités ont massivement augmenté en Suisse ces 15 dernières années ? Dans le même temps, les entreprises ont bénéficié de cadeaux fiscaux dont la conséquence est aujourd'hui 28 milliards [de francs suisses] de recettes en moins chaque année. Savez-vous que de nouveaux avions de combat doivent être acquis pour plusieurs milliards, ce qui impliquerait des coupes budgétaires dans le domaine social ? Et que le peuple n'aura même pas la possibilité de voter sur cette question ? C'est ce que les Verts veulent empêcher avec une initiative soutenue par plusieurs organisations partenaires.

Votez Verts.

**<Pour l'environnement,
une économie verte, la justice sociale.**



SUPER, LA PRIMAIRE !

Vu le coup tordu que le PS nous a fait, lors des sénatoriales dans le Jura, en ne respectant pas l'accord conclu avec EÉLV, j'avais une envie plus que modérée de participer à sa primaire... Absent au premier tour, je n'ai pu en connaître les modalités.

Le matin du second tour, je me dis que, quand même, je vais aller donner mon vote à une femme qui, en plus, est un peu (mais vraiment un poil) plus ouverte à l'idée de sortir du nucléaire... (Mais attention : surtout pas du nucléaire militaire car, *dixit* la candidate, "le système de dissuasion nucléaire est essentiel pour la France". Coucou, Martine ! Reviens en 2012, la guerre froide est finie. Et justement, le plus facile à démanteler des systèmes nucléaires, c'est le militaire, qui ne sert plus à rien et coûte du fric inutilement.)

Bref, je vais au bureau de vote. Là, on me dit : "Désolé, ne peuvent voter que les gens inscrits sur la ville depuis 2005...". Moi : "Pourquoi ?

- On ne nous a fourni que les listes d'émargement de 2005. Tous les papiers que vous nous montrez prouvant votre changement de département ne servent à rien.

- Tant pis pour vous, au revoir m'sieurs dames."

Questions et remarques :

- Comment font les jeunes qui sont inscrits depuis moins de 6 ans ?

- Si c'est la mairie PS de Besançon qui fournit les listes, il y a un gros problème.

- Si c'est la préfecture, il y a obstruction, car personne ne peut croire qu'on ne peut éditer des listes de moins de 6 ans ! (1)

Yves

(1) Renseignements pris auprès du PS, tous les bureaux de vote avaient des listes actualisées... On m'a affirmé que le bureau de Besançon-Saint-Ferjeux m'avait mal informé avec cette histoire de liste de 2005. Combien de jeunes ou d'adultes inscrits après 2005 ont-ils été refoulés dans cette histoire ?

HÉBERGEMENT D'URGENCE

Dès la fin du mois de mars, à la clôture du Plan Hiver 2010-2011, les carences en matière d'accueil de première urgence ont été ressenties à Besançon. Les besoins d'hébergement en structure d'accueil d'urgence de réfugiés politiques et économiques sont permanents. Pour parer à l'urgence à Besançon, 34 Roms, dont 14 enfants, sont actuellement logés au Forum à Planoise par le CCAS (Centre communal d'Action sociale) de la Ville. Malheureusement, conçu pour héberger des personnes seules, ce lieu n'est pas adapté à l'accueil de familles, pour qui les conditions de vie y sont donc difficiles : leur offrir un logement décent est indispensable. S'ajoute à cela la nécessité de « libérer » des places à quelques jours du début du Plan Hiver 2011-2012.

L'hébergement d'urgence est une mission régalienne : c'est donc à l'État d'assumer cette situation ; mais nous ne pouvons pas nous contenter de la réponse du préfet, qui se résume en quelques mots : « OK pour m'occuper d'eux, mais ne m'empêchez pas de les expulser. »

Ces familles sont en effet en situation irrégulière, mais vouloir les expulser est une aberration : en tant que ressortissants européens, on ne peut les empêcher de séjourner en France pendant une période de trois mois. En revanche, on peut encore les empêcher de travailler, car les citoyens roumains ne sont pas encore des Européens de plein droit. Reconduire ces familles dans les pays d'origine ou les aider dans le cadre du retour volontaire ne règlera jamais les questions de fond, puisqu'elles reviennent régulièrement et légalement

dans les pays d'où on les a chassées. Les Roms d'Europe centrale sont pour la plupart des réfugiés sur notre sol, avec rarement des stratégies de retour définitif au pays d'origine. Ces expulsions à répétition ne font qu'aggraver les conditions de vie des familles en grande précarité ; efforts de scolarisation et démarches médicales sont systématiquement à recommencer.

Quant à laisser des familles au Forum, c'est-à-dire dans un lieu inadapté, cela engendrera forcément des difficultés : la situation des familles se dégradant de jour en jour, les enfants finissent pas se trouver en danger faute d'être hébergés dans des conditions décentes.

Nous sommes dans un cas d'urgence sociale, qui appelle une réponse politique, et même si ce n'est pas théoriquement du ressort des collectivités locales, celles-ci sont obligées de suppléer aux carences de l'État en proposant des solutions palliatives. D'autres collectivités, telles que Lille et Montreuil, ont mis en place des solutions originales d'hébergement, mais qui nécessitent un soutien financier et humain solide.

Les élus EÉLV de la Mairie de Besançon et du Conseil Général demandent donc qu'une table ronde associant l'État, le Conseil général, la Ville de Besançon et les associations représentatives soit organisée très rapidement afin qu'on trouve des solutions pérennes pour ces familles, que les missions de chacun soient clarifiées et qu'un travail coordonné soit mis en place.

Benoit Cypriani et Cécile Prudhomme

EVA JOLY « AU CABARET SAUVAGE », LE 18 OCTOBRE

Chers amis,

Le succès de nos primaires cet été et celui des primaires du Parti socialiste cet automne montrent que nos concitoyens aiment faire entendre leur voix dès lors qu'un débat leur est offert.

L'espoir de nos concitoyens nous porte, mais il ne doit pas nous remplir d'illusions.

C'est un changement d'époque que nous voulons voir naître.

Depuis cinq ans, une nouvelle force s'est levée, rassemblant près de 3 millions de voix aux élections européennes puis régionales. C'est la force de l'écologie politique qui porte un projet d'espoir pour faire face à l'épuisement des ressources énergétiques, au dérèglement climatique, à l'impasse et aux risques du nucléaire, et pour assurer la réduction massive des inégalités, la gestion rigoureuse des finances ou la redéfinition d'une République exemplaire.

Je veux placer ma candidature au centre du débat qui s'ouvre, en proposant aux Français, écœurés par la multiplication des affaires, indignés par l'état du monde que nous proposons à nos enfants et petits-enfants ou tout simplement dubitatifs sur l'éternel affrontement gauche-droite, un autre choix que celui de la résignation.

Soyons clairs. Notre camp est celui de l'opposition irréductible à un Président de la République qui a ruiné la France et enrichi les riches. Mais soyons tout aussi clairs. Notre combat est celui d'une véritable alternative à un système économique et politique qui nous a menés à la faillite financière, au désenchantement démocratique et à la catastrophe environnementale. C'est pourquoi j'entends incarner une autre voie, celle du choix écologique, exigeant et déterminé.

C'est au nom du possible que je me suis engagé. C'est parce que je sais que nous pouvons encore redonner ses lettres de noblesse à l'action politique. Le sens et la finalité d'une action politique, c'est de changer l'ordre établi, d'oser changer le monde.

Il est devenu trop rare que les engagements soient sincères, que la révolte ou la générosité n'apparaissent pas calculées... Aujourd'hui, le calcul des postures semble avoir remplacé celui de l'intérêt général.

Changeons ! Tel est le contrat que je propose aux Français.

Changeons de vision pour intégrer l'avenir de la planète à nos choix politiques. Changeons de perspective pour redonner espoir à toutes celles et ceux menacés de misère ou de déclassement par une austérité annoncée, fût-elle peinte en rose. Changeons de comportement, comme nos concitoyens ont déjà massivement commencé à le faire, pour prendre en mains la question écologique et la question démocratique.

Changeons de République.

(Lire la suite sur le site <http://evajoly2012.fr/>)



GRAINES DE VIOLENCE

Samedi 8 octobre 2011, 5 heures du matin. Je rejoins d'autres militantes de la cause animale près de Besançon pour un covoiturage en direction de Nîmes, puis de Rodilhan (Gard). Dans ce petit village se déroule en effet ce samedi la finale de « Graines de toreros », une corrida où des pré-adolescents tentent tant bien que mal de mettre à mort de jeunes veaux après quelques pas d'une danse macabre et ridicule.

À Nîmes, nous sommes 94 militants ; les consignes sont données, l'action s'organise rapidement. Un groupe est chargé de déployer des banderoles dans les gradins pour fixer l'attention des aficionados, pendant que l'autre groupe sautera dans l'arène, les participants s'enchaînant les uns aux autres pour empêcher le déroulement de ce spectacle d'un autre âge.

À 16 heures, nous entrons dans les lieux, deux par deux, couples fictifs habillés de façon neutre, munis de billets préalablement retirés sans difficulté : la novillada est gratuite mais n'attire manifestement pas la grande foule. Nous avons tous un gros nœud au creux du ventre, nous sachant en terrain très hostile : les organisateurs de l'action nous ont briefés sur le « milieu » adverse, pas franchement pacifique avec les anticorridas. Nous nous attendons à être bousculés et à revenir avec quelques bleus, mais la gendarmerie est censée intervenir rapidement - c'est du moins l'usage en pareille circonstance.

Lynchage

Les spectateurs sont bien installés sur leurs sièges, j'entends vaguement la fanfare qui joue, guettant le coup de sifflet qui va lancer l'action. Il retentit enfin : nous sommes trente à déployer nos banderoles « *Corrida = torture* », « *Corrida = barbarie* », qui ne plaisent pas du tout, du tout aux aficionados. Ils se ruent sur nous brutalement pour nous arracher les banderoles, les coups arrivent très vite, violents et sans sommations. Pas de discussion, ils frappent, et fort !

Profitant de la stupéfaction et des regards concentrés sur les gradins, cinquante militants sautent les barrières et courent s'enchaîner les uns aux autres, en cercle au centre de l'arène. Au départ, les aficionados, organisateurs ou spectateurs, hésitent, ils tournent autour du cercle indécis et furieux, de plus en plus furieux... L'un met en route une lance à incendie et arrose les militants. C'est le signal : la violence se déchaîne. Les coups de pieds et de poings vont pleuvoir pendant 15 minutes sur les anticorridas, filles et garçons, assis sur le sable, qui ne répliquent pas, ne répondent pas aux insultes ni aux crachats. Cela sous les yeux des élus - le sénateur maire de Nîmes (UMP), le député local, le maire de Rodilhan - et de la police municipale, debout, les bras

croisés, dans l'arène. Dans les gradins, les coups arrivent par vagues, les spectateurs ne veulent pas rater le spectacle qui se déroule en bas, donc ils nous lâchent, regardent la bastonnade dans les arènes, reviennent nous frapper. Sans doute inquiets (l'heure tourne et il faut que la corrida ait lieu), ils décident soudain de nous évacuer : je suis jetée la tête la première dans les escaliers, bientôt recouverte par les autres militants qui suivent le même chemin. Nous entendons les cris de nos camarades qui se font évacuer également de l'arène. Une haie d'honneur à l'abri des regards et des caméras leur assène de violents coups de pieds au passage...

Après les coups

Dehors enfin ! Sonnés, ensanglantés, en pleurs, nous sommes dans une autre dimension, abasourdis par ce qui vient de se passer. Je suis à côté d'une militante blessée, un pompier constate une fracture et, l'air très hostile, lui conseille de se rendre à l'hôpital par ses propres moyens. Puis il s'en va...

Certains partent pour l'hôpital, d'autres vont reprendre le train, je pars avec mes amies bisontines chez une militante du Gard qui nous invite pour la nuit, choquée comme nous tous par l'extrême violence des événements. Tout le monde a la gorge serrée de n'avoir pu sauver six petits taurillons qui attendent la mise à mort dans un camion derrière les arènes. Nous porterons plainte en rentrant, après constatations des blessures par nos médecins respectifs.

Les amateurs de corrida ont démontré aujourd'hui tout le respect qu'ils accordent aux êtres vivants, humains et non humains, eux qui se réclament de l'art, de la tradition et de valeurs humanistes. Pour mémoire, la France a inscrit la corrida à son patrimoine culturel en mai 2011 ; elle est le seul pays au monde à l'avoir fait. La Catalogne, elle, a voté l'abolition de la corrida en juillet 2010.

La cruauté envers les animaux est passible dans notre pays de peines d'emprisonnement... sauf pour la corrida (dans certaines zones de onze départements) et les combats de coqs, au titre de la « tradition ». (1)

Virginie Vernay



(1) Infos et vidéos sur les événements de Rodilhan : voir le site du CRAC-Europe (Comité radicalement anticorrida) : www.anticorrida.com



LE PASS'TRANSPORT, C'EST POSSIBLE MAINTENANT

Dans le cadre de leur campagne « 2072 : Vois plus loin que le bout de ton mandat », les Jeunes Écologistes proposent 12 mesures à mettre en place dès 2012 pour une société meilleure en 2072. Parmi ces propositions, j'attirerai votre attention sur la création d'un Pass'Transport pour tous sur l'ensemble du territoire français. Une idée assez neuve qui remet en cause la conception habituelle des transports et envisage une autre approche de la mobilité.

À l'heure des trains à grande vitesse, des compagnies low cost et d'un monde de plus en plus interconnecté, nous oublions parfois les distances, le temps et l'impact que nos déplacements peuvent avoir sur l'environnement et la société. Être écologiste aujourd'hui, c'est savoir s'opposer à cette logique qui nous pousse à être toujours plus rapides, toujours plus mobiles, et oser affirmer qu'il est urgent de ralentir. Énoncer que le diktat de la vitesse ne doit pas être le seul facteur à prendre en compte pour définir une politique de transports, c'est aussi prouver que d'autres solutions sont envisageables pour organiser une mobilité intelligente et cohérente.

Objectif : Favoriser la mobilité et l'intermodalité

L'exigence d'une mobilité audacieuse suppose l'intermodalité, c'est-à-dire la possibilité pour l'utilisateur de changer aisément de mode de transport. Le voyageur habituel, l'occasionnel, voire le touriste, qui souhaitent effectuer un trajet multimodal combinant transport urbain dans la ville de départ, trajet en train et transport doux dans la ville de destination doivent pouvoir le faire avec une seule carte de réduction, voire avec un seul billet. Pour cela, les Jeunes Écologistes proposent la création d'un Pass'Transport, valable sur l'ensemble du territoire français et pour l'ensemble de nos déplacements.

Des prérequis nécessaires

Certains prérequis sont nécessaires pour envisager la création de ce Pass'Transport. Il convient de mettre en œuvre une offre cohérente, avec des horaires et des temps de correspondance compatibles entre eux pour tous les modes de transports, et de favoriser la création d'une interface lisible et simple au niveau des plateformes d'échange. À cela s'ajoute le besoin d'établir une tarification intégrée, passant par une modernisation des tarifs qui aboutirait à la mise en place d'un barème tarifaire unique.

Le Pass'Transport : au moins trois avantages

D'une part, cela permet à l'utilisateur de tout type de transport en commun de bénéficier des réductions correspondant à son statut (étudiant, chômeur, retraité...) sur l'ensemble du territoire national. Ce pass est obtenu gratuitement sur présentation d'un justificatif de situation et valable pour l'ensemble des transports en commun pendant un an. Tout le monde peut en bénéficier.

D'autre part, ce pass permet au voyageur de payer, s'il le souhaite, ses déplacements a posteriori. La tarification a posteriori (aussi appelée post-paiement) permet de ne facturer au voyageur le prix du transport qu'après le voyage. Les villes de Tours et de Belfort proposent déjà aux voyageurs de bénéficier de ce système. Avec le Pass'Transport, les Jeunes Écologistes proposent de généraliser ce mode de tarification, dont les avantages résident dans la facilité et la souplesse qu'il offre. Le pass permet de voyager sans avoir à acheter à l'avance un billet et de ne payer qu'à hauteur de la consommation réelle, contrairement aux abonnements.

Enfin, le pass avantage la fidélité en proposant des tarifs attractifs. Outre les réductions tarifaires standard, le Pass'Transport et l'utilisation du post-paiement permettront d'obtenir des tarifs plus avantageux, plus attractifs, récompensant la fidélité des utilisateurs, en priorité sur les déplacements quotidiens, du type travail-domicile en secteur frontalier.

Un cadre juridique strict

Il est indispensable que les relevés des voyages respectent les recommandations de la CNIL à ce sujet, afin que les libertés des voyageurs soient respectées. Seuls le nombre de validations de la carte et les jours d'utilisation doivent être consultables, sans mention ni du lieu ni de l'heure. Ainsi les identités des voyageurs, les heures et lieux de validation ne seront pas mis en correspondance, afin d'éviter le « traçage » des voyageurs.

Les voyages, dit-on, forment la jeunesse : et si les jeunes formaient les voyages de demain ? Cette proposition de Pass'Transport n'est pas une fin en soi, mais le début d'une réflexion plus large pour envisager une autre philosophie et une autre politique des transports dès 2012. À débattre, améliorer, compléter...

Anthony Poulin

NOVEMBRE ACTIF

AG et Forum régional le 11 novembre

Tout d'abord, nous allons tenir notre AG annuelle à l'occasion de notre prochain Forum régional, le 11 novembre (1), à Besançon, au local d'Europe Écologie Les Verts (14, rue de la République).

Ce Forum sera l'occasion de passer avec tous les sympathisants et militants un moment convivial et de réflexion sur l'intérêt de notre démarche. Nous entamerons la journée par une discussion sur les transports et l'intermodalité en Franche-Comté, avec pour intervenant prévu Alain Fousseret, Vice-Président du Conseil régional, délégué aux transports.

L'après-midi sera consacrée à l'histoire du mouvement écologiste (avec l'intervention d'une personnalité qualifiée, encore non déterminée, pour en parler avec nous). Et donc à la tenue de notre Assemblée générale.

Tous les jeunes qui souhaitent participer sont bien sûr les bienvenus. Qu'ils en profitent pour nous rendre visite et ainsi mieux nous connaître. Pour plus de précisions : nicogonth@gmail.com

Réunion publique pour débattre de Dole-Tavaux

Nous participerons aussi à une réunion publique avec Patrick Viverge, Conseiller général du Jura, élu Divers gauche dans le canton de Dole Nord-Est, au cours de laquelle nous débattrons avec lui sur la question de l'aéroport de Dole-Tavaux, pour lequel le Conseil général vient de présenter son plan de financement jusqu'en

2014. Précisons que Patrick Viverge est un défenseur de l'engagement de financements publics (conséquents) afin de promouvoir cet aéroport. Et que nous ne partageons pas, évidemment, ses positions.

Cette réunion devrait avoir lieu le vendredi 4 novembre au soir (1) dans une salle de Tavaux. Pour être tenu au courant du lieu exact et de l'heure, pour des questions, des remarques, des suggestions, contactez-nous : jeunesvertsfc@gmail.com

Forum Grand Est

Enfin, les Jeunes Écologistes donnent rendez-vous à tous leurs sympathisants et adhérents du Grand Est (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine) pour un week-end de rencontres et d'échanges. Celui-ci sera l'occasion d'une formation à la communication presse et web, ainsi que d'une rencontre d'élus alsaciens, dont le maire EÉLV de Kayserberg Henri Stoll, afin de mieux saisir le rôle des élus locaux EÉLV en milieu rural et semi-rural. Événement programmé du vendredi 18 au dimanche 20 novembre (1). Pour plus d'informations, merci de contacter Anthony anthony.poulin@orange.fr

Nicolas Gonthier

(1) Espérons que la Poste aura daigné vous apporter cette Feuille Verte un peu avant !...



Dessin de Riss reproduit avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo



Dessin de Tignous reproduit avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo



LA VACHE FOLLE DU MOIS

Martine Aubry a-t-elle « dérapé » en déclarant, entre les deux tours de la primaire socialiste, que « le système s'est créé son candidat et nous a matraqués de sondages » ? Même si je le pensais - et je ne le pense pas, tant il est difficile de nier que les sondages nous ont survendu Hollande à longueur de semaines -, je décernerais quand même la Vache folle du mois, ex æquo, **au duo de comiques hollandophiles Rebsamen-Peillon**, le premier (nouveau président du groupe PS au Sénat) ayant décelé dans la phrase martinienne le « vocabulaire de Le Pen » et le second (député européen) ayant décerné à sa « patronne » le « label Marine Le Pen ». Gageons que ces deux-là seront récompensés comme ils le méritent si Hollande l'emporte en 2012 : je les verrais bien à l'information ou à la culture...

Une autre Vache folle, toujours dans la catégorie « J'exagère, moi ? », **pour le journaliste Ivan Leviä**, dont on a pu apprécier à sa juste valeur la déclaration à propos de DSK, jeté en prison à Rikers Island, « sans rien, même pas un rasoir, Anne m'a raconté. Le marquis de Sade, sous Louis XVI, à la Bastille, était mieux traité.

» L'ex-mari d'Anne Sinclair n'a pas parlé de fers aux pieds ni de goulag, mais ça lui brûlait les lèvres.

Et puis - vous connaissez mon mauvais fond -, je ne saurais résister, même si ça peut sembler un peu tardif, voire réchauffé, au petit plaisir d'une Vache folle exceptionnellement régionale. Après les péripéties des Sénatoriales dans le Jura, tout le monde y est allé de son petit commentaire, y compris celui à qui personne ne demande plus rien depuis belle lurette mais qui a toujours son grain de sel à mettre quelque part : j'ai nommé **l'inévitable Michel Moreau**, que d'aucuns surnomment « le gourou de Champagnole ». Se posant comme d'habitude en donneur de leçons, il a publié (sous le titre « Allez les Verts ! » Rigolo, non ?...) son

petit communiqué fielleux, d'où il ressortait que le maintien d'Antoinette Gillet (et non pas le non-respect par le PS local de l'accord signé nationalement avec EÉLV) avait « permis que M. Bailly retrouve son siège confortable au Sénat ». Une Antoinette dont l'élégant Moreau soulignait qu'elle « n'a plus l'âge de ses ambitions ». « Morale de l'histoire, conclut notre grand homme : les Verts devront s'intéresser plus à l'écologie qu'à une carrière politique, qui ne peut être légitimée que par une action et une présence sur le terrain des luttes écologistes. Arborer une carte d'EÉLV n'est la condition ni suffisante ni nécessaire pour être écologiste et exister politiquement hors PS et dans une majorité de gauche. »

Comme le dit un mien copain outré par un pareil culot, « de telles leçons venant d'une personne qui a fait perdre la gauche plusieurs fois par le passé en se maintenant coûte que coûte lors d'élections locales sont inadmissibles ! Soit Michel Moreau se moque des Champagnolais en pensant qu'ils ont perdu la mémoire, soit il est frappé par Alzheimer. » Et si, plus simplement, il fallait ne voir dans cette attitude de Moreau que la continuation de celle qu'il a toujours eue : la haine des écologistes et de l'écologie quand celle-ci ne profite pas immédiatement à son ego boursouflé ? Pathétique... (1)

Gérard Roy



(1) Pour une fois, on va aussi offrir un « carton vert ». Félicitations au nouveau gouvernement du Danemark, dirigé par la sociale-démocrate Helle Thorning-Schmidt, dont les premières mesures ont consisté à lever les contrôles aux frontières (rétablis au mépris de Schengen par le précédent cabinet), à assouplir le régime d'accueil des étrangers dans un pays qui compte 9,8 % d'immigrés et de citoyens d'origine étrangère et à supprimer le ministère de l'immigration. En outre, la nouvelle équipe comporte pour la première fois au Danemark un ministre issu de l'immigration.

UN MOIS, ÉMOIS, ET MOI

Petite annonce. À vendre, cause décès, tente berbère.

Diplôme. Désormais, les candidats à la nationalité française devront prouver qu'ils parlent correctement notre langue. En tout cas pas plus mal que les Français, ce qui ne sera guère difficile.

Nul (Vote -). Selon Martine Aubry, François Hollande est une « couille molle ». Si on trouve à Lille un bulletin de vote avec ce qualificatif-là, on saura de qui ça vient.

Polonais. Janusz Palikot s'en prend à l'Église catholique, ses privilèges fiscaux, ses incessantes interventions dans le débat public ; il réclame la suppression des cours de caté dans les écoles publiques et le retrait des crucifix des

bâtiments de l'État. Et dans cette Pologne à 90 % catholique, il fait entrer son parti (et même une transsexuelle) au Parlement ! Janusz, viens que je t'embrasse !

Courant. Lancement d'une sensibilité « *humaniste* » au sein de l'UMP. Ses promoteurs ignorent sans doute ce qu'est un oxymore.

Progrès. Après la voiture à 2 000 dollars, l'Inde annonce le lancement de la tablette électronique la moins chère du monde. Elle sera en argile et munie d'un stylet en bambou.

Santé. On savait déjà que la télévision rendait crétin, voilà qu'en plus elle diminue l'espérance de vie. Donc, devant ta télé, tu es plus con, mais moins longtemps. Y a une justice, finalement.

Love. Jigme Khesar Namgyel Wangchuck, cinquième roi du Bhoutan, a épousé « *la femme de [s]a vie* » : une roturière ! Tout fout le camp, même au Bouthan.

Foutoir. Fillon voit dans les primaires du PS « *un processus moderne* », Rachida Dati « *une très bonne formule* » et Raffarin « *un succès, qui [donne] une légitimité* » au gagnant. J'aimerais pas m'appeler Copé, en ce moment (1).

Batailles. Conseiller politique de l'UMP et cofondateur de la Droite populaire, Thierry Mariani voit « *derrière le Solférino des primaires le Waterloo des idées* ». Et derrière Mariani, on voit l'Austerlitz de quoi ?

Vatican. Le pape s'en prend à la Mafia. Ça s'appelle comment, un type qui joue contre son propre camp ?

USA. Herman Cain, la nouvelle coqueluche des Républicains, qui ne voudrait pas de musulmans dans son cabinet et juge que celui qui n'est pas riche et n'a pas d'emploi « *ne peut s'en prendre qu'à lui-même* », met en avant son sens de l'humour et son intelligence. On va finir par regretter Bush, l'abruti pas drôle.

Abnégation. « *Après beaucoup de prières et mûre réflexion* », Sarah Palin a décidé de renoncer à l'élection présidentielle de 2012 aux Etats-Unis. Chez nous, Jean-Louis Borloo en a fait autant. Après beaucoup de flacons.

Culottés. Les évêques de France déplorent « *l'intolérance à l'égard de la religion catholique (et des religions en général)* ». Pas gonflés, les évêques de France ! Qu'est-ce qu'il leur faut encore ? Qu'on leur lèche la mitre ?

Image. Le ministre UMP Henri de Raincourt est opposé aux candidatures multiples à droite : « *Si jamais on s'éclate, on va se retrouver avec des petits partis de crotte de bique.* » Alors que là, on a une grosse bouse.

Pub (1). La proportion des Français qui se disent publiphobes est passée de 25 % en 2004 à 37 % aujourd'hui, celle des publiphiles de 20 à 13 %. 13 % des Français ne sont donc encore jamais tombés sur la pub des deux tarés de la MATMUT.

Pub (2). Les Easy Tone et les Run Tone tonifient-elles vraiment les fesses, comme l'affirme le fabricant de godasses de sport Reebok ? On est au moins sûr qu'elles ne tonifient pas le cerveau.

Orthographe. Pour avoir écrit « *laanat* » (malédiction) au lieu de « *naat* » (louanges) dans un poème à la gloire du prophète, une écolière pakistanaise a été battue et bannie de sa ville avec sa mère. Comment dit-on « *Ils commencent à nous les casser avec leur prophète* » en ourdou ?

Philatélie. Quand la Poste a inventé en 1969 le courrier à deux vitesses, il y avait 25 % de différence entre le tarif « lent » et le tarif prétendument (et de moins en moins) « rapide ». Aujourd'hui, on a trois tarifs, et la différence entre les timbres J + 1 et J + 4 (2) est de 8,3 % (5 % entre J + 1 et J + 2). Que ceux qui n'ont pas l'impression qu'on se fout de leur gueule lèvent le doigt.

Ambiguë. « *Je suis une femme qui tient les choses* », a déclaré Ségolène Royal pendant la campagne des primaires. Est-ce parce qu'elle a tenu un certain temps celles de François Hollande que celui-ci l'a emportée ?

Gérard Roy

(1) *Le reste du temps non plus, d'ailleurs.*

(2) *Timbre que la Poste a le culot d'appeler « écolo », en plus !*

Europe Écologie Les Verts Franche-Comté
(14 rue de la République, 25000 Besançon)

Directeur de publication : Gérard Roy

Comité de lecture : Michel Boutanquoï,
Laurent Fumey, Hubert Guyet,
Pauline Jeannin, François Mandil,
Gérard Roy

CPPAP : 0513 P 11003

Conception et mise en page : Corinne Salvi

Imprimerie Simon (Ornans) :

imprimé sur papier recyclé

ISSN 1169-1190





La REPEVV des élus bisontins :
Réunion Périodique
des Élus Verts du Vendredi.

Meeting d'Éva Joly :
"Vive la République !"
au Cabaret sauvage à Paris,
le 18 octobre dernier.



Photo Eric Coquelin